

Une autre logique économique !

Nos vies, pas leurs profits !



L'alternative de gauche fonde son action sur l'émergence d'une prise de décision collective, par les habitants eux-mêmes. Nous sommes contre l'idée que des « professionnels » de la politique décident de tout. Mais la démocratie directe suppose un apprentissage du « penser ensemble », du « décider ensemble » et du « faire ensemble ». Nos mesures sont donc des orientations soumises au débat, et non des « promesses » électorales.

AUSTERITÉ



La situation économique dans une commune dépend largement des choix locaux et globaux opérés depuis des décennies, dont nous payons au quotidien les conséquences en matière de destruction d'emplois, de disparition d'activités et de services publics, de précarisation des conditions de travail et de vie...

Ceci dit, une Municipalité au service de sa population, et non du Patronat, prendrait des mesures, telles que :

- L'aide à l'installation de paysan-ne-s, d'artisan-e-s et de commerçant-e-s dans des domaines peu présents sur la commune, dont l'activité est nécessaire pour satisfaire les besoins de la population de chaque quartier. Le niveau de cette aide peut varier, et représenter une somme importante : c'est un choix politique déterminé par l'intérêt général. L'aide peut être financière ou / et technique - comme la réhabilitation des boutiques à l'abandon ou le soutien au montage de projet - mais elle demeure strictement conditionnée au respect des objectifs sociaux définis conjointement entre les parties, au respect strict des droits des salarié-e-s, et au respect des normes écologiques les plus avancées ;

- Le maintien et le renforcement d'une activité économique variée : ce qui passe par l'interdiction des licenciements dans les entreprises qui font des profits ; le veto contre toute fermeture de poste de travail et de site dans les services publics ; le soutien aux projets de reprise de leur entreprise par les salarié-e-s en cas de fermeture ; le refus des supermarchés et des grandes chaînes de magasins qui asphyxient les petits commerces, détruisent davantage d'emplois qu'ils n'en créent, et transforment les villes en zones commerciales mortes et aseptisées ; l'aide à la transformation des emplois précaires en emplois stables ; la reprise en régie publique des activités socialement utiles abandonnées aux multinationales ; la dynamisation de la vie culturelle et sociale autonome...

- Le refus du « mirage aux alouettes » touristique, alpha et oméga de toute la pensée économique libérale depuis les années 1960's et la casse des activités traditionnelles dans les 1970's et 1980's. Le tourisme peut être une activité intéressante s'il est contrôlé, et si les retombées et les impacts sont clairement déterminés, avec des clefs de répartition strictes des bénéfices... Il n'est pas un palliatif à la disparition des autres activités, demeure saisonnier, très coûteux pour la population en termes d'investissements et d'inflation, et ne propose guère que des emplois précaires. Un autre tourisme que celui des grands événements est possible, basé sur la découverte des patrimoines bâtis et non-bâtis, sur la rencontre et l'échange. Tout dépend ce que l'on veut : une vitrine factice qui mobilise les moyens de la Commune sur le centre-ville et sur quelques événements, avec une privatisation des profits par les acteurs-trices du secteur... ou une activité parmi d'autres au service de l'ouverture de la ville et de la population sur l'extérieur.

- Le soutien à la fortification de filières agricole et maraîchère biologiques et paysannes, ouvertes sur les divers quartiers de la ville et sur les secteurs de la restauration individuelle et collective pour ne citer que ceux-ci...

LA CRISE A BON DOS...



Soutenez-nous !

Toutes les aides sont les bienvenues : financières et / ou militantes !

Retrouvez-nous sur notre blog de campagne : l-alternative-de-gauche.webnode.fr

... et sur notre page : www.facebook.com/lalternative.degauche

Liste soutenue par le



Millau

La ville et le handicap



L'alternative de gauche fonde son action sur l'émergence d'une prise de décision collective, par les habitants eux-mêmes. Nous sommes contre l'idée que des « professionnels » de la politique décident de tout. Mais la démocratie directe suppose un apprentissage du « penser ensemble », du « décider ensemble » et du « faire ensemble ». Nos mesures sont donc des orientations soumises au débat, et non des « promesses » électorales.

Encore un sujet qu'on préfèrerait oublier, taire, ne pas voir... Et pourtant, il existe !!!

Certains d'entre nous - enfants, jeunes, adultes, personnes vieillissantes - sont malheureusement atteints de différents handicaps, le plus souvent invalidants. Qu'il soit dû à la maladie, à un accident ou au vieillissement, chacun d'entre nous peut y être un jour confronté. Et parcourir la ville - que ce soit à pied, en poussette, avec une canne, un chien d'aveugle, avec des béquilles, un déambulateur à roulettes, un fauteuil à roues ou scooter à moteur électrique - s'avère parfois acrobatique, dangereux et risqué, quand ce n'est pas tout bonnement impossible !



Les toutes premières lignes de la loi du 11 février 2005 rappellent les droits fondamentaux des personnes handicapées et donnent une définition du handicap :

« Constitue un handicap, au sens de la présente loi, toute limitation d'activité ou restriction de participation à la vie en société subie dans son environnement par une personne en raison d'une altération substantielle, durable ou définitive d'une ou plusieurs fonctions physiques, sensorielles, mentales, cognitives ou psychiques, d'un polyhandicap ou d'un trouble de santé invalidant. »

Le plus souvent, les obstacles sont souvent dus à des incivilités citoyennes. Crottes de chien glissantes dans les rues piétonnes, poubelles, encombrants mis sur le trottoir plutôt qu'à la décharge, véhicules mal garés (motos, voitures, camions) qui empiètent sur les espaces « libres » (trottoirs ou pistes cyclables), non respect des places réservées aux handicapés sur les emplacements publics ou privés, y compris en se garant en double file et en empêchant toute personne en fauteuil de monter ou descendre d'un véhicule... Non respect des vitesses autorisées en ville et de la priorité aux piétons. Il serait relativement facile d'y remédier avec un peu de réflexion, de gentillesse, de respect, de solidarité, de campagnes d'information (voire d'une répression réfléchie). Promenez-vous en vaquant à vos occupations habituelles, en ouvrant un œil averti et en imaginant où vous pourriez passer si vous faisiez 1 mètre d'envergure en largeur (un bras tendu à l'horizontale). Essayez ! Juste une fois...

Ensuite vous regarderez les commerces et les lieux publics : ouverture des portes, marches, portillons, couloirs de caisses de supermarchés, guichets, trottoirs (dénivellation d'accès à la chaussée, trous de travaux en cours ou non réparés, obstacles en tous genres)... Un vrai gymkhana ! Un cauchemar ! Posez des questions aux responsables communaux, aux responsables de magasins, des services publics, des transports publics...

Si on se mettait tous - valides et non valides - à faire cordialement respecter la loi, mais aussi à montrer un peu de solidarité pour faciliter la vie des autres. Si on éduquait nos enfants au respect et à l'attention à l'autre ? Avant qu'un jour peut-être, on doive y être confronté soi-même... ou voir un de ses proches galérer à se déplacer, à partager les lieux, à accéder aux loisirs et à la ville. Et si... Et si - on peut toujours rêver - on faisait de notre ville, un modèle à suivre ? Chiche ! Là encore, des lieux pour en discuter ensemble (hors périodes électorales et de belles promesses, le plus souvent non tenues), seraient les bienvenus... Des lieux d'idées citoyennes (covoiturage urbain, par exemple : et si en allant faire vos courses ou une démarche, vous emmeniez un voisin ?)...



Il nous faut des outils de communication locaux. Et en matière de créativité, d'intelligence collective, nous sommes riches !

Et bien sûr, battons-nous contre les inégalités d'accès à l'emploi !